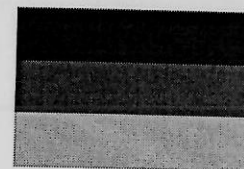


1022



Préparation des discussions techniques sur l'orientation de la coopération sénégalo - allemande

Fiche technique sur l'appui budgétaire au Sénégal

PLAN DE PRESENTATION

1. Contexte international devenu plus favorable pour l'appui budgétaire
2. Quelle définition générale retenir de l'appui budgétaire ?
3. Conditions préalables à satisfaire
4. Les différentes formes d'appui budgétaire connues au Sénégal
5. Procédures de mise en œuvre de l'appui budgétaire
6. Procédures de mobilisation de l'appui budgétaire par les institutions nationales
7. Procédures de décaissement
8. Quels avantages et inconvénients notés de la pratique de l'appui budgétaire
9. Les atouts du Sénégal en faveur d'un développement de l'appui budgétaire
10. Les justifications nationales pour l'appui budgétaire
11. Recommandations

1. Contexte international devenu plus favorable pour l'appui budgétaire 2002 à la suite de l'évaluation de la Banque sur l'efficacité de l'aide au développement

Ce nouveau contexte s'est traduit par :

- Un dialogue instauré sur les voies et moyens permettant d'accroître l'efficacité de l'aide au développement (déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement – mars 2005)
- Une volonté des donateurs :
 - de recentrer leurs politiques d'aide sur les objectifs de lutte contre la pauvreté et les OMD pour plus d'efficacité et d'impact sur le développement social

- de réformer les modalités d'acheminement et de gestion de l'aide et de reposer leur soutien sur :
 - les stratégies de développement (SRP, PEF, politiques sectorielles, etc.)
 - les institutions de l'État ,
 - et les procédures nationales d'exécution du budget de l'État.

2. Quelle définition générale retenir de l' appui budgétaire ?

L' appui budgétaire consiste fondamentalement pour le bailleur de fonds, **plutôt que de financer des projets individualisés, à transférer des ressources financières au budget de l' État partenaire** dans le but de contribuer à la mise en œuvre de politiques sur lesquelles il y a accord entre les deux parties. Les engagements financiers du partenaire portent généralement sur plusieurs années.

3. Conditions préalables à satisfaire :

- la gestion macroéconomique saine et durable
- La fiabilité et la transparence du système de gestion des finances publiques et passation des marchés publics
- Cadre commun de suivi – évaluation de la politique de développement
- L'existence, dans le cas d'un appui budgétaire sectoriel ciblé :
 - de politique de développement assortie d'objectifs clairs et d'indicateurs de résultats mesurables partagés

- de capacités institutionnelles et de gestion dans le secteur ciblé
- d'une programmation budgétaire à moyen terme (CDS-MT) pour une mise en cohérence des allocations budgétaires avec la stratégie sectorielle de développement et pour y inscrire les contributions financières
- d'un cadre de dialogue de politique entre le gouvernement et la communauté des bailleurs contribuant au financement du secteur

4. Les différentes formes d' appui budgétaire connues au Sénégal

- Le crédit d' ajustement structurel (appui macro, réformes sectorielles) qui est soit une subvention remboursable à des taux concessionnels comportant une partie Don, soit une subvention non remboursable avec des tranches de décaissement soumises à des conditions préalables à satisfaire
- L' aide à la balance des paiements qui est une subvention non remboursable (mise à la disposition de **devises** pour aider à payer les apports de produits de base autres qu' alimentaires)
- Les Dons non projet (assistance en nature)
- Les annulations de dettes découlant de l' initiative PPTE.

- Les aides en nature, une subvention non remboursable (Japon, Chine, Italie, Inde, etc.)
- Les appuis budgétaires ciblés sur un secteur d'activités (subvention non remboursable: Pays Bas, UE)
- Les appuis budgétaires non ciblés (subvention non remboursable : Pays bas et UE) ;
- Les appuis budgétaires non ciblés mais remboursables à un taux concessionnel (IDA/CSRP)

5. Procédures de mise en œuvre de l' appui budgétaire

- Ce sont les mêmes que pour les accords de financement de projet de développement (requête de financement – accord de financement – protocole d' accord signée indicateurs clairs).

6. Procédures de mobilisation de l' appui budgétaire par les institutions nationales

- Utilisation des procédures nationales d' exécution du budget de l' État quelque soit la forme de l' aide budgétaire (engagement – ordonnancement – liquidation – paiement)

7. Procédures de décaissement

- *1^{er} schéma (ex : de l' appui budgétaire non ciblé de l' UE)*
 1. Libération après signature de la convention de financement, d' une 1^{ère} tranche fixe sous réserve que la gestion macro – économique soit jugée saine.
 2. décaissement des tranches fixes subséquentes et tranches variables correspondantes à la période de décaissement sous condition que la gestion macro – économique reste saine et que les actions préalables ou indicateurs de résultats retenus d' accord parties soient réalisées.

➤ **2^{ième} schéma (ex de l' appui budgétaire ciblé – Pays bas)**

1. Après signature du protocole d' accord, le bailleur verse les fonds dans un compte ouvert à la BCEAO. Le budget de l' État pré finance les activités retenues d' accord parties dans le secteur appuyé
2. Une demande de remboursement est adressée en suite au bailleur sur la base des pièces justificatives des dépenses effectuées.
3. Le Bailleur, après un audit financier portant sur la forme convenue, procède au remboursement en créditant le compte du Trésorier général (NB. L' audit est réalisé par l' IGF/MEF).

- **3^{ème} schéma appui budgétaire non ciblé (CSRP et AB pays Bas)**
 1. **Élaboration et accord commun sur les indicateurs de résultats**
 2. **Décaissement de la tranche de financement dans le budget de l'État subordonné à la réalisation des préalables (déclencheurs)**
 3. **Pas d'audit financier mais un contrôle a posteriori sur les indicateurs retenus et réalisation systématique de Revue des Dépenses Publiques (RDP)**

8. Quels avantages et inconvénients notés de la pratique de l'appui budgétaire

➤ **les avantages**

- Une plus grande implication du gouvernement dans la mise en œuvre des politiques et programmes de coopération
- Une cohérence de la politique du gouvernement qui intègre l'appui budgétaire dans le budget qui est son principal instrument d'exécution de ses priorités
- Un développement des capacités institutionnelles et de gestion

- Une économie sur les coûts de transaction induits par l'approche aide projet et qui est facilitée par l'utilisation des procédures nationales d'exécution du budget de l'État
- Un système de suivi partagé et axé davantage sur les résultats que sur la gestion des intrants et la production des extrants
- Le dialogue avec la communauté des bailleurs soucieuse d'avoir une politique commune avec le pays bénéficiaires

• Les inconvénients

- La pratique des décaissements conditionnés à la satisfaction préalable de mesures fixées ;
- Le mécanisme des appuis budgétaires ciblés fondés sur le préfinancement par le Trésor, la validation de l'éligibilité des activités préfinancées puis le remboursement du bailleur ;
- Limitation des marges de manœuvres du gouvernement qui ne peut rien faire d'autre avec l'appui budgétaire ciblé
- Caractère non incitatif d'un appui budgétaire assorti de nombreux préalables à satisfaire avant décaissement